

CHANTAL MAILLÉ

Les féminismes de la Francophonie, espace de résistance et de resignification de l'intersectionnalité

Abstract

This text aims at documenting the complex relationships between Francophonie feminisms and intersectional analysis. The first part explores definitions of intersectionality and its positioning within Francophonie. The second part is supported by fieldwork and documents openings and criticisms formulated towards intersectionality. In the third part, the text looks at some issues related to the development of an intersectional feminist analysis in the francophone context and, more specifically, the problem of categories, a problem we examine from the perspective of political culture. In the fourth part, the paper looks at projects developed by Quebec women's groups with an intersectional perspective and identifies strategies used to deal with some difficulties related to theoretical and methodological stakes emerging in the development of an intersectional analysis. We conclude that fieldwork projects bring new meanings to intersectional feminist analysis, which, moving away from an orthodoxy grounded into its original theory, is finally taking shape.

Résumé

Ce texte vise à rendre compte de la complexité des rapports qu'entretiennent les féminismes de la Francophonie avec l'analyse intersectionnelle. La première partie porte sur les définitions de l'intersectionnalité et son positionnement dans la Francophonie. La deuxième partie s'appuie sur une recherche sur le terrain pour documenter les ouvertures et les critiques formulées à l'endroit de l'intersectionnalité. La troisième partie du texte porte sur certains enjeux liés au développement d'une analyse féministe intersectionnelle dans un contexte francophone et aborde plus spécifiquement le problème des catégories, appréhendé à partir de la culture politique. Enfin, dans la quatrième partie, l'analyse se tourne vers des projets sur le terrain menés par des groupes de femmes québécoises dans une perspective intersectionnelle et identifie les stratégies mises en place pour contourner les difficultés liés aux enjeux théoriques et méthodologiques que pose le déploiement d'une analyse intersectionnelle. Nous concluons que le travail sur le terrain contribue à une resignification de l'analyse féministe intersectionnelle qui, dégagée d'une orthodoxie fondée dans la théorie d'origine, prend enfin forme.

Introduction

Au cours des années 1990, très rapidement après la diffusion de textes fondateurs, l'intersectionnalité a accédé au statut de théorie quasi-universelle dans les féminismes anglo-saxons. La réception de ces idées a été bien différente dans les féminismes de la Francophonie. Certains éléments liés à la culture peuvent expliquer le succès fulgurant de l'intersectionnalité dans le monde anglo-saxon, comme par exemple sa filiation avec les politiques de l'identité (*identity politics*) propres à la pensée politique de cette sphère. Les politiques de l'identité désignent une approche qui met l'accent sur les expériences d'injustice de différents groupes minorisés, qu'ils soient raciaux, ethniques, sexuels, ou autres. On peut situer le projet de l'intersectionnalité à l'intérieur des théories de l'identité, elles-mêmes perçues comme appartenant au postmodernisme et à ses politiques :

S'expriment dans le postmodernisme une grande sensibilité envers le langage en tant qu'il déploie le pouvoir ; l'idée que les idéaux des Lumières (...) sont en réalité oppressifs et constituent le masque du colonialisme, du sexisme, du patriarcat, du capitalisme, du racisme et ainsi de suite ; un relativisme des valeurs fondé sur un rejet de l'idée de progrès chère aux Lumières parce qu'elle serait illusoire ; un rejet du libéralisme politique et de sa prétention universelle ; et une prééminence accordée à la subjectivité. (Baillargeon 2019)

Ces idées ont ouvert la voie aux politiques actuelles de l'identité et ont changé les termes dans lesquels se conçoivent et se mènent les luttes sociales et politiques des mouvements qui se situent à l'intérieur de ces courants :

Là où, au nom d'un universalisme libéral, on réclamait pour l'individu la fin des injustices qu'il subissait (...) on en vient à ne considérer l'individu qu'en tant que membre d'un sous-groupe donné, à demander que l'on lui accorde de la valeur, voire toute la valeur à ce qui caractérise ce groupe et son expérience particulière. (Baillargeon 2019)

L'approche intersectionnelle et ce qu'elle implique lorsqu'appréhendée dans une perspective féministe, soit le processus de décentrement du genre comme point de départ pour évaluer l'expérience de l'inégalité au profit de l'inclusion d'autres catégories comme la race, la classe et l'orientation sexuelle, suscite actuellement énormément d'intérêt et de débats dans les cercles féministes au Québec et dans le reste de la Francophonie. Toutefois, bien que l'on puisse observer l'adhésion de plusieurs à l'analyse intersectionnelle, on notera également des résistances et des critiques sévères à l'endroit de ce cadre. Certaines critiques ont à voir avec une volonté de continuer à penser le féminisme autour d'une femme universelle comme figure

centrale pour refléter les principes de la philosophie des Lumières : «Au Québec, les luttes féministes et de gauche ont souvent été traversées par une conception républicaine de l'universalisme selon laquelle des principes tels l'égalité, la solidarité et la liberté s'appliquent de manière universelle» (Conradi 2019, p. 17), alors que d'autres critiques se situent dans des registres proches des théories postcoloniales et décoloniales, comme nous le verrons plus loin.

Ce texte, qui vise à rendre compte de la complexité des rapports qu'entretiennent les féminismes de la Francophonie avec l'analyse intersectionnelle, est organisé autour de quatre parties. La première partie, plus théorique, comprend deux sous-sections. L'une propose de définir l'intersectionnalité et l'autre réfléchit au statut de l'analyse féministe intersectionnelle dans la Francophonie. La deuxième partie s'appuie sur une recherche sur le terrain (Maillé 2019) pour documenter les critiques formulées à l'endroit de l'intersectionnalité ainsi que les ouvertures et les usages qu'en font plusieurs groupes féministes francophones dans leurs pratiques. La troisième partie du texte porte sur certains problèmes liés au développement d'une analyse féministe intersectionnelle dans un contexte francophone et plus spécifiquement le problème des catégories, que nous appréhendons à partir de la culture politique. Nous montrons qu'au Québec, la désignation des identités autres que genrées, comme la race ou la classe, est un travail laborieux; l'adoption de termes très larges et souvent problématiques pour désigner les personnes racisées rend difficile le travail d'intersectionnalisation de l'analyse féministe. Enfin, dans la quatrième partie, l'analyse se tourne vers des projets sur le terrain menés avec une perspective intersectionnelle par des groupes de femmes québécois et identifie les stratégies mises en place pour contourner les problèmes liés aux enjeux théoriques et méthodologiques que pose le déploiement d'une analyse intersectionnelle, contribuant ainsi à sa resignification.

Intersectionnalité : Définition et statut dans la Francophonie **Quelques éléments de définition de l'intersectionnalité**

Dhamoon appréhende l'intersectionnalité comme un paradigme analytique mais aussi comme un cadre d'analyse applicable à différentes relations de marginalité ou de pouvoir :

Ce paradigme analytique peut être appliqué à l'étude des groupes sociaux, des relations et des contextes, et aller au-delà du regard conventionnel que l'on porte aux femmes non-blanches. Sur cette base, en tant que cadre d'analyse largement applicable aux différentes relations de marginalité et de privilège, l'intersectionnalité peut être intégrée aux façons de conduire la recherche et de construire le savoir dans les sciences sociales. (Dhamoon 2011, 230; notre traduction)

On peut trouver au moins quatre dimensions distinctes dans une analyse intersectionnelle. Il peut s'agir d'identités, comme par exemple femme musulmane, de catégories de différence comme la race et le genre, de processus de différenciation comme la racialisation ou le *gendering* ou enfin de systèmes de domination comme le racisme, le colonialisme et le sexisme. Ces dimensions peuvent être considérées simultanément ou bien séparément (Dhamoon 2011, 233). Le terme intersectionnalité appelle à une variété d'appréhensions et d'utilisations, qu'il s'agisse d'une approche méthodologique, d'une pratique militante ou d'un outil analytique (Bourque et Maillé, 2015, 1). Au centre de l'idée d'intersectionnalité se trouvent des concepts comme ceux de cartographie sociale ou de théorie de la position sociale, lesquels permettent de révéler des identités qui se situent aux intersections de différents marqueurs (Manuel 2019, 34).

Pour plusieurs auteures, dont Dhamoon, la trilogie race-classe-genre est à la base de l'analyse intersectionnelle, laquelle met en relief les positions multiples et les relations de pouvoir complexes qui façonnent les interactions entre individus. Mais puisque chaque contexte est spécifique, l'approche intersectionnelle ne peut se résumer à une formule universelle; la nature de son projet exige en effet qu'elle demeure un cadre flexible capable de saisir et de traduire la spécificité de chaque contexte. Dans l'usage, la question de la race semble être devenue la question prédominante dans l'analyse intersectionnelle, éclipsant d'autres relations de pouvoir liées à la classe, à l'identité sexuelle ou de genre et à d'autres identités, lesquelles sont souvent reléguées à la périphérie de l'analyse ou littéralement omises, comme le démontrent les travaux de Tourki et al. sur les expériences de personnes migrantes trans et racisées (2018) et ceux de Masson sur les luttes de reconnaissance menées par un regroupement de femmes handicapées au sein du mouvement des femmes québécois (Masson 2015). Dans l'analyse intersectionnelle, les rapports de pouvoir produits par les identités de race sont placés au centre de l'analyse, en relation avec les origines de cette approche dans le texte *Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics* (1989) de la juriste afro-américaine Kimberlé Crenshaw.

Puisque la théorie de l'intersectionnalité a émergé d'abord autour des enjeux liés à la race et dans le contexte très spécifique des États-Unis, il s'agirait donc là de la dimension implicitement la plus importante de l'analyse intersectionnelle. Mais c'est aussi précisément l'une des raisons pour lesquelles plusieurs féministes francophones expriment des réserves à l'endroit de cette approche, inscrite dans l'histoire et la dynamique très spécifiques des relations raciales aux États-Unis, laquelle n'a pas nécessairement une résonance universelle.

Féminismes, Francophonie et théories de la postcolonialité

L'une des difficultés liées à la production et à la circulation d'une analyse féministe intersectionnelle à l'intérieur de la Francophonie se situe dans le cadre de l'espace

francophone, où certains rapports de pouvoir, notamment ceux liés aux héritages de la colonisation française, sont enfouis dans un discours, celui de la Francophonie, imprégné de la philosophie universaliste des Lumières, et qui joue sur une identité commune créée par la langue française en dépit du fait qu'il s'agit souvent d'une langue imposée par la colonisation. Ainsi, même si la langue française a été l'arme du colonisateur dans la construction du territoire de la Francophonie, elle demeure toujours un territoire impensé (Maillé 2012). Alors que les théories identitaires héritées du postcolonial ont servi de matrice pour penser l'analyse intersectionnelle, elles surgissent plus tardivement dans le contexte francophone (Fordsick 2005), avec la promesse de nommer les intersections qui sont spécifiques au contexte francophone.

Une analyse féministe intersectionnelle vise à mettre en relief la centralité des rapports de genre construits par la race et la classe, alors que les théories postcoloniales permettent de conceptualiser les positions occupées à l'intérieur de ces mêmes catégories, pour relativiser les catégories raciologiques traditionnelles et y ajouter d'autres points de vue, comme l'expérience de l'ethnicité, une dimension essentielle à la compréhension de l'histoire des oppressions dans le contexte du Québec. Les cadres intersectionnels et postcoloniaux ouvrent sur de nouvelles analyses de l'oppression des femmes, revisitant les positions historiques du féminisme de la majorité, au Québec, qui a longtemps confiné sa compréhension des dynamiques de pouvoir à l'intérieur du récit de l'oppression nationale, peinant à se représenter comme un groupe capable d'exercer une certaine forme de domination à l'endroit de groupes minoritaires ou des Premières Nations (Pagé 2015). C'est un élément d'explication possible de la résistance d'une partie du féminisme québécois, proche du mouvement nationaliste, à l'endroit de l'intersectionnalité, auquel s'ajoute la perception que l'intersectionnalité est un cadre d'analyse qui prétend à l'universel mais qui est culturellement spécifique, s'imbriquant dans la logique des politiques de l'identité propres au monde anglo-saxon. C'est ce qui ressort des entrevues qui seront analysées dans la partie suivante.

Des féministes francophones expriment leur résistance à l'endroit de l'intersectionnalité **Recherche sur le terrain**

Dans une recherche sur le terrain réalisée entre 2014 et 2018 (Maillé 2019) et pour laquelle nous avons effectué une série d'entrevues avec des féministes connues provenant de différents territoires se rattachant à la grande Francophonie institutionnelle, nous avons présumé d'une migration massive vers le paradigme intersectionnel. Nous avons plutôt constaté une réception critique des théories féministes de l'intersectionnalité. Cette observation va dans le sens des conclusions d'une étude de Lépinard qui montrait que la perspective féministe intersectionnelle était reçue avec une certaine distance par les organisations féministes majoritaires québécoises (Lépinard 2014).

Au cours des entretiens que nous avons réalisés, des répondantes ont mis en cause la possibilité de réaliser une véritable analyse intersectionnelle, considérant la complexité de l'entreprise. Pour d'autres, il s'agit d'un paradigme appartenant à une tradition culturelle spécifique, anglo-saxonne, vue comme irréconciliable avec la tradition universaliste française. Peu ont envisagé l'analyse intersectionnelle comme une orientation incontournable, ou bien comme un outil nécessaire pour bonifier l'analyse du genre. Pour certaines, il s'agit d'un terme valise qui se traduit surtout par l'ajout d'une perspective sur la race mais qui laisse dans l'ombre d'autres dimensions qui sont pourtant au cœur du projet intersectionnel comme la classe. La dimension normative de l'analyse intersectionnelle est perçue comme le reflet d'un contexte spécifique, les États-Unis :

Moi, je n'utilise pas le terme intersectionnel. C'est la partie prescriptive qui me dérange dans l'intersectionnalité, parce que c'est une théorie qui est issue des États-Unis. La théorie de Crenshaw sur l'intersectionnalité et comment elle est portée aujourd'hui n'est pas applicable dans plusieurs parties du monde, parce qu'elle est issue d'une structure sociale et d'une histoire très précise. (...) La dimension centre-périphérie n'est pas incluse dans l'intersectionnalité.

Par ailleurs cette même répondante fait le constat qu'entre la théorie de l'intersectionnalité et son application, il y a une zone infranchissable : «Appliquer l'intersectionnalité ça n'existe pas comme tel, comment tu fais ça, ça devient extrêmement complexe». Évoquant le contexte français, une autre personne a relevé la difficulté de mettre en application une véritable analyse intersectionnelle :

Je ne comprenais pas cet agacement que j'avais avec ce terme de l'intersectionnalité. J'ai très vite vu qu'il y avait ce mot qui était comme un mot clé, mais que le gros problème c'était que c'est impossible à faire. L'intersectionnalité explique très bien comment il faut faire en fait, mais c'est difficile à mettre en œuvre, comme politique.

L'intersectionnalité est même parfois utilisée comme un discours d'intimidation, entre les mains d'un groupe majoritaire : «C'est plutôt l'universitaire blanc qui, pour parler de tous, va dire oui, il nous faut une intersectionnelle.»

Les racines anglo-saxonnes du terme sont aussi vues comme un problème et plusieurs apportent une série d'arguments critiques pour dénoncer l'hégémonie de l'analyse intersectionnelle et son inadéquation pour rendre compte des situations de subalternité en France et des dynamiques autour des questions de race en Afrique noire :

Le problème que je vois avec ce terme, c'est que ça fait rentrer de façon extrêmement puissante et d'une manière incontrôlable l'ensemble de l'hégémonie anglophone dans l'espace français. Dans les formes d'imposition, il y a aussi des formes de réduction au silence, et moi ce que je vois dans tout ça c'est que là, il y a une espèce de prédominance du paradigme États-Unien qui s'impose et qui en fait réduit au silence d'autres expressions, et qui hiérarchise aussi. Qu'est-ce qui se passe lorsqu'on n'utilise pas cette méthode ?

Pour une autre répondante, l'intersectionnalité ne permet pas de bien traduire la nature des luttes de pouvoir dans un pays comme le Sénégal, où les luttes ne s'inscrivent pas à l'intérieur d'un binôme blanc/racisé : « Je n'aime pas le terme. L'intersectionnalité est un débat qui est né en Amérique du Nord qui a une minorité de femmes de couleur. (...) Le problème au Sénégal, ce n'est pas un problème de Noirs et de Blancs.»

Parmi les motifs invoqués pour rejeter la notion d'intersectionnalité, une militante impliquée dans les mouvements décoloniaux donne comme explication que le terme intersectionnalité empêche de bien voir les rapports genre-race :

Je n'aime pas du tout cette expression, je ne l'aime pas parce que je pense qu'il faut parler de rapports de race. Quel est le moment où l'on racise? L'expression me semble un peu problématique. Moi, je dénonce le fait que l'on dise : sexe-race-classe dans beaucoup de papiers et comme, d'une certaine façon si on en avait traité. C'est bien plus compliqué que ça et il ne suffit pas de dire qu'il faut considérer : sexe, race et classe pour en avoir traité, pour l'avoir analysé. Et je trouve que beaucoup se contentent de dénoncer, de dire, sexe-race-classe... Ça reste superficiel.

Une universitaire rejette complètement le terme en expliquant la dynamique qui a été présente en France autour des enjeux liés à la race, à la classe et au genre :

D'abord le mot intersectionnalité ne passe pas, enfin, passe difficilement. En 2010, tous les courants universitaires féministes matérialistes refusaient le terme intersectionnalité. Ils refusaient d'utiliser ce terme, c'était un terme qui venait de l'anglo-saxon, donc ils ont parlé d'articulation, d'agrégation, enfin, chacun a utilisé son terme, mais il était hors de question d'utiliser le terme intersectionnalité. (...) Le vrai problème de fond, je crois, c'est la question du racisme en France. Le vrai vrai vrai problème je pense que c'est ça. En France, genre et classe, je pense qu'on assure là-dessus, voilà. Mais sur la question du racisme, on n'assure pas. Non pas qu'il n'y ait pas des collègues qui travaillent sur cette question. C'est que la question du racisme, si l'on compare avec le monde anglo-saxon, ou du moins avec les États-Unis, plus précisément, la question du racisme c'est presque les classes sociales en France.

C'est la question sociale majeure du 20e siècle quoi, c'est ce qui a animé l'histoire. C'est quand même la grande question sociale aux États-Unis, enfin, de mon point de vue, c'est la grande question sociale aux États-Unis. Et en France, la grande question sociale ça a quand même été historiquement les classes.

Pour une intellectuelle militante dont les travaux, publiés en France, sont associés au postcolonialisme, l'intersectionnalité est un terme qui manque de spécificité, coopté pour servir des intérêts blancs et occidentaux alors qu'il devient une stratégie pour éviter de nommer la question de la race, comme dans l'usage qui s'est répandu du terme diversité :

L'intersectionnalité commence à prendre place dans un certain discours universitaire, pour ne pas nommer la race carrément. Parce que ce qui est intéressant de l'intersectionnalité c'est qu'elle ne nomme pas toutes les différences à partir desquelles elle opère. C'est un peu le remplacement de diversité. C'est le cache-sexe qui permet de ne pas parler de sexisme ou de racisme. Maintenant l'intersectionnalité permet ça. Parce que ça fait partie d'une sémantique très occidentale, très blanche.

On retrouve des similitudes dans la pensée de plusieurs répondantes qui ont examiné la question de l'intersectionnalité selon la perspective des femmes du Maghreb et de l'Afrique noire, à savoir que l'intersectionnalité ne fait pas partie des outils analytiques choisis ou recherchés :

Cette problématique de l'intersectionnalité, je ne l'ai pas sentie quand j'étais en Tunisie. Nous avons une population noire, c'est maintenant qu'on commence à en parler, on commence à découvrir qu'on a un racisme systémique par rapport à la population noire en Tunisie.

Une autre répondante tient des propos similaires :

Faire de l'intersectionnalité qui part de la race c'est normal quand tu es aux États-Unis, ça peut être normal pour une femme noire vivant en France. Mais moi si je suis une femme noire vivant en Afrique noire, j'ai d'autres facteurs d'oppression qui sont beaucoup plus importants. Moi ça va être le patriarcat dans un contexte où l'on dit toujours que le matriarcat est là. (...) Dans la Francophonie africaine, on ne parle pas d'intersectionnalité. Ce sont des théories qu'elles ne connaissent pas, qu'elles n'utilisent pas. Pour ça, il faut être resté dans le monde de l'académique pour parler d'intersectionnalité. Les Africaines, elles peuvent être prêtes à vous parler d'*empowerment*, elles peuvent vous parler de *Gender Awareness*. Parce que ce sont des termes qui sont connus, elles peuvent parler d'autonomisation des femmes qui est un terme, à

mon avis, absolument mal traduit pour signifier *l'empowerment*. Mais l'intersectionnalité comme théorie pour comprendre la situation des femmes, c'est resté dans l'académie et encore là, même dans l'académie ce n'est pas un concept qui est souvent discuté.

Les propos recueillis dans cette série d'entretiens ne prétendent pas être représentatifs d'une position qui serait partagée par l'ensemble des féministes de la Francophonie à l'endroit de l'intersectionnalité. Ils nous permettent néanmoins de prendre le pouls des résistances présentes et des arguments retenus contre l'intersectionnalité. Au-delà des résistances, nous avons également perçu des ouvertures au sein des féminismes de la Francophonie à l'endroit de l'analyse intersectionnelle, les deux positions s'exprimant à travers un continuum complexe de nuances et de pratiques.

Ouvertures à l'intersectionnalité au Québec

Au-delà des réserves exprimées à l'endroit de l'intersectionnalité dans la partie précédente, on peut observer l'émergence de voix demandant une meilleure prise en compte de la complexité des réalités des femmes, particulièrement de celles provenant de groupes minoritaires, et qui revendiquent une filiation avec l'intersectionnalité (Maillé 2018). Cette volonté de produire des analyses intersectionnelles s'exprime bien clairement dans la parole de plusieurs groupes et actrices du mouvement des femmes au Québec (Pagé et Pirès 2015). Des groupes comme Parole de femmes ont été créés avec l'objectif de proposer un féminisme pluriel, inclusif et intersectionnel et où les revendications des femmes qui ont été historiquement poussées aux marges se retrouvent au centre des combats féministes (Lopez 2016). Alexa Conradi, qui entre 2009 et 2015 a été la présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), la plus importante organisation féministe au Québec, a identifié deux points tournants qui ont amené le féminisme québécois de la majorité à adopter de nouvelles grilles d'analyse :

En 2004, avec l'adoption d'un protocole de solidarité entre Femmes autochtones du Québec et la Fédération des femmes du Québec, le mouvement féministe québécois a amorcé un virage décolonial. Ce changement d'analyse et d'approche s'est approfondi lors des États généraux de l'action et de l'analyse féministes, en 2013. (Conradi 2019, 17)

Plus récemment, une étude sur la réception de l'analyse intersectionnelle auprès des membres de la FFQ a montré une adhésion majoritaire à cette grille, alors que 80% des répondantes ont dit considérer cette approche comme nécessaire et enrichissante (Pagé et Pirès 2015).

Mais cette question de l'intersectionnalité et du décentrement de l'analyse féministe par rapport à un sujet-femme universel a entraîné des tensions au sein du

mouvement des femmes québécois, ce qui a conduit à la création d'un mouvement de dissidentes qui ont quitté la FFQ afin de militer pour un féminisme recadré, lequel place au centre de son analyse une femme dite générique (Yanacopoulos 2014). L'une de ces féministes dissidentes parle des dérives du féminisme intersectionnel, qu'elle accuse de faire la promotion des droits individuels au détriment des droits collectifs et d'avoir fait dévier la lutte féministe (Sirois 2019, 57). L'intersectionnalité est ici perçue comme une source de fragmentation pour le mouvement féministe :

On était parti d'une analyse intersectionnelle censée enrichir l'analyse et la pratique du féminisme, et on se retrouve en présence d'une idéologie binaire et à la limite du sectarisme : il y a les bons et les méchants, les privilégiées et les victimes. Et contrairement au slogan maintes fois martelé d'un féminisme pour toutes les femmes, on exclut en fait les femmes dites privilégiées pour accorder la priorité aux personnes identifiées comme étant à la marge et dont les diverses causes prennent le pas sur la lutte à l'oppression spécifique et universelle des femmes. Les tenants de l'intersectionnalisme ont donc délaissé l'idée à la base du féminisme, c'est-à-dire le fait que l'infériorisation des femmes est un phénomène universel, résultat d'un système patriarcal qui doit être remis en question. (Sirois 2019, 62)

D'autres féministes québécoises rencontrées dans le cadre des entretiens relatés précédemment ont exprimé des réserves à l'endroit de l'intersectionnalité tout en adhérant à un féminisme sensible à l'expression des différences, mais sans vouloir se situer à l'intérieur du dogme de l'intersectionnalité.

Réaliser une analyse féministe intersectionnelle : l'enjeu des catégories

Après avoir évoqué les résistances et les ouvertures à l'analyse intersectionnelle dans les féminismes québécois et de la Francophonie, la troisième partie de ce texte s'intéresse aux pratiques de l'analyse intersectionnelle dans le féminisme québécois et explore certaines difficultés liées au développement d'une analyse féministe intersectionnelle pour ce contexte dont le problème des catégories. Comment peut-on ouvrir le débat lorsque les identités autres que celles de genre ne sont pas nommées? Comment les sujets racisés peuvent-ils devenir visibles sans être reconnus et intégrés aux théories qui cherchent à représenter le social? Où en sommes-nous dans le travail de conceptualisation des classes sociales selon une perspective féministe? Si la réflexion sur les catégories et les termes est une étape essentielle pour produire une analyse féministe intersectionnelle, où en est le travail sur la désignation des groupes minoritaires au Québec?

À cette question, nous répondons par une autre question: qu'arrive-t-il aux théories et aux concepts qui sont au centre de nos constructions lorsqu'ils voyagent à travers les frontières géographiques et celles des disciplines (Tomlinson 2013)? Voilà

qui suggère de porter attention aux termes dans lesquels sont appréhendées les identités, qu'elles soient de genre, de race, de classe ou que l'on fasse référence à d'autres identités en lien avec l'ethnicité, la capacité, l'âge, etc. Au Québec, la désignation des identités autres que genrées, particulièrement autour de la race ou de la classe, est un travail laborieux et l'adoption de termes très larges et souvent problématiques pour désigner les personnes racisées rend difficile le travail nécessaire pour produire une analyse féministe intersectionnelle. L'explication que nous avançons par rapport à ce constat se situe au niveau de la culture politique propre au Québec et distincte du Canada, ce qui oblige à faire un détour pour relater la querelle entre le multiculturalisme, une politique du gouvernement canadien qui met l'accent sur les différences et se plaît à faire l'exercice de les nommer, et l'interculturalisme, la politique adoptée par le Québec basée sur l'idée d'une majorité culturelle francophone.

À défaut d'avoir un langage catégoriel précis, l'État québécois a adopté des termes très larges et souvent problématiques par les amalgames qu'ils sous-tendent pour désigner les personnes racisées, comme le terme «communautés culturelles», qui regroupe en un tout indistinct toutes les personnes qui ne sont pas associées à l'identité blanche majoritaire. L'utilisation du terme «diversité» est un autre exemple de catégorisation problématique. Jusqu'à récemment il y avait un Ministère québécois de l'Immigration et des Communautés culturelles, dont le nom a été changé pour Ministère Immigration, Diversité et Inclusion Québec. Le terme «diversité» est très populaire auprès des institutions de l'État, au Québec mais pas uniquement à cet endroit. Il est utilisé comme stratégie pour contenir ou enrayer les tensions raciales et il sert à obscurcir certains rapports de pouvoir à travers l'amalgamation en un tout, celui de la diversité, de personnes construites comme «différentes» par des institutions où la blanchité institutionnelle est la norme, une remarque formulée par Sara Ahmed pour décrire le contexte britannique (2012) qui s'applique tout autant au contexte québécois, comme en témoignent les programmes gouvernementaux qui définissent les fondements de la société québécoise dans ces termes :

Tout en valorisant sa diversité et en respectant les différences, le Québec requiert que l'ensemble de la population respecte son cadre civique commun qui constitue un ensemble d'institutions partagées et de normes collectives balisant les relations sociétales. (Immigration, Diversité et Inclusion Québec)

On peut voir dans le choix fait par l'État québécois d'utiliser activement le terme «diversité» une tentative d'occulter une question frontale et politique comme celle de la désignation des groupes minoritaires, le terme «diversité» invitant à amalgamer dans un tout indistinct l'ensemble des rapports de pouvoir produits par la race, la classe, le sexe et par d'autres systèmes comme les religions.

La culture politique distincte du Québec peut nous aider à comprendre certaines des difficultés qui se posent par rapport à l'analyse intersectionnelle. L'intersectionnalité peut être vue comme une perspective proche de la sensibilité multiculturaliste, une politique adoptée par le gouvernement du Canada qui suscite toujours de fortes résistances au Québec, qui y a toujours vu une tentative de réduire la culture québécoise à une culture qui serait sur le même pied que toute autre culture minoritaire. La Loi canadienne sur le multiculturalisme, adoptée en 1988, propose de reconnaître le fait que le multiculturalisme est une caractéristique fondamentale de l'identité et du patrimoine canadien et constitue une ressource inestimable pour l'avenir du pays (Rocher et Salée 1993). Le multiculturalisme canadien met l'accent sur la catégorisation des différences. Dans le lexique de l'État canadien, on retrouve les expressions telles que race, groupe racial, minorité raciale, communauté raciale, race noire et minorités visibles (Labelle 2015). La politique du multiculturalisme canadien a été rejetée en bloc par tous les gouvernements du Québec, au nom de la protection du français, langue officielle du Québec, ainsi que des caractéristiques politiques et culturelles de la nation québécoise. L'approche multiculturaliste canadienne situe toutes les cultures sur un pied d'égalité ; elle met la culture québécoise au même niveau que les cultures de groupes immigrants, une approche qui a été interprétée par plusieurs comme un refus de reconnaître et de valoriser la spécificité culturelle historique du Québec.

Le multiculturalisme canadien a beaucoup en commun avec la théorie de l'intersectionnalité, tous deux ayant un ancrage bien net dans les théories de l'identité. Le gouvernement du Canada a d'ailleurs intégré l'intersectionnalité à ses politiques de genre il y a plus de vingt ans (Hankivsky 2012), avec le développement et l'adoption de l'analyse comparative entre les sexes «plus» (ACS+), une méthode d'analyse qui permet d'évaluer les effets éventuels de politiques, de programmes, de services et d'autres initiatives sur les femmes et les hommes de différents horizons parce qu'elle tient compte du genre et d'autres facteurs identitaires. L'ensemble des fonctionnaires du gouvernement du Canada doit utiliser cette approche dans leur travail «en se posant des questions de base et en remettant en question leurs suppositions sur divers groupes de femmes et d'hommes» (Condition féminine Canada). Le «plus» dans le nom sert à souligner que l'ACS+ va au-delà des sexes et comprend l'examen de tout un éventail d'autres facteurs identitaires qui se recoupent (comme l'âge, l'éducation, la langue, la géographie, la culture et le revenu) (Condition féminine Canada). Le point de départ de l'ACS+ est que les femmes et les hommes ne forment pas des populations homogènes; le genre n'est jamais le seul facteur à définir l'identité de quelqu'un, il interagit avec d'autres facteurs comme l'origine ethnique, l'âge, le handicap, le lieu de résidence et d'autres aspects de l'identité des individus et des grandes structures sociales. L'ACS+ tient compte de ces facteurs et remet ainsi en question les notions d'homogénéité au sein des populations de femmes et d'hommes. Le gouvernement du Canada a récemment créé le Centre des statistiques sur le genre, la diversité et l'inclusion, qui fait partie de Statis-

tiques Canada, et qui permet de produire les données croisées nécessaires à la réalisation de l'ACS+.

De son côté, le Québec a choisi l'interculturalisme comme politique de gestion de la diversité, avec un lexique identitaire qui utilise les notions de communautés culturelles, de diversité et de majorité francophone plutôt que de chercher à différencier les groupes par le développement de catégories ethno-raciales. L'interculturalisme cherche à renforcer le sentiment d'appartenance au Québec dans un contexte de nation minoritaire. L'une des critiques que l'on peut formuler à l'endroit de l'interculturalisme et des termes « diversité » et « communautés culturelles » est la difficulté de rendre visibles les personnes racisées et leurs expériences, ces dernières étant amalgamées dans un tout indistinct. Une seconde critique de l'interculturalisme porte sur le rapport majorité/minorités qui y est suggéré. Enfin le terme « communautés culturelles » cher au projet interculturaliste culturalise les personnes qui ne sont pas originaires de la culture majoritaire francophone québécoise de souche mais seulement elles, alors que le groupe majoritaire n'est jamais désigné comme une communauté culturelle et que les groupes minoritaires sont identifiés et répertoriés à partir de l'identité culturelle uniquement.

Après le genre et la race, la classe constitue la troisième catégorie incontournable de l'analyse intersectionnelle. C'est un enjeu complexe qui demande un travail de réflexion alors que des voix de la gauche québécoise ont relevé qu'au XX^e siècle, au Québec, le thème des classes sociales est à peu près disparu du paysage intellectuel et politique des dernières années, les termes ouvriers et patronat étant eux aussi relégués à l'arrière-plan dans l'analyse politique (Collectif 2009, 52). Afin de pouvoir élaborer une analyse féministe intersectionnelle pour le Québec qui intègre une analyse des classes sociales, il faut d'abord questionner la capacité de la théorie marxiste à révéler certaines complexités liées au genre et aux réalités des femmes – nous pensons ici au travail de reproduction ainsi qu'au travail invisible. Certains débats comme celui sur le statut du travail domestique sont-ils encore pertinents? Est-ce que les notions de classe ouvrière et de bourgeoisie demeurent utiles dans le contexte actuel et du point de vue des femmes? Nous posons ces questions tout en faisant le constat que la gauche féministe québécoise actuelle, au sein de groupes comme Québec solidaire ainsi que des organisations féministes dans la mouvance de la Marche mondiale des femmes, ancrent leurs analyses des inégalités autour de la notion de pauvreté plutôt que dans l'analyse de la lutte des classes, en rupture avec les analyses féministes marxistes du siècle passé.

Resignification de l'intersectionnalité : projets sur le terrain

Après avoir soulevé un ensemble de questions de nature plus théorique qui surgissent en lien avec le développement d'une analyse féministe intersectionnelle pour le Québec, nous proposons d'examiner un échantillon de projets sur le terrain réalisés par des groupes féministes présents sur le territoire québécois et qui ont intégré une telle analyse. Hankivsky et Cormier écrivent que le développement et la

mise en application de politiques publiques intersectionnelles en sont encore aux premiers stades (2019, 69) alors que se posent certaines barrières conceptuelles. Comment ces projets composent-ils avec les problèmes de nature plus théorique liés aux catégories et à la méthodologie? Quatre exemples ont été empruntés au Conseil des Montréalaises et au Conseil interculturel de Montréal, deux créations de la ville de Montréal, et à la ville de Montréal elle-même. Le Conseil des Montréalaises agit en tant qu'instance consultative, sur demande auprès de l'Administration municipale de la ville de Montréal en ce qui a trait à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la condition féminine. Le Conseil des Montréalaises intègre à ses études l'analyse différenciée selon les sexes plus (ADS+), qu'il définit comme un processus d'analyse visant à mettre en lumière les interactions entre le genre et d'autres différences sociales ou d'autres marqueurs identitaires tels que le statut socio-économique, le handicap, le statut autochtone ou l'ethnicité. L'ADS+ est une forme d'analyse qui rejette le postulat selon lequel le genre est la seule forme valide de discrimination à combattre et qui reconnaît la complexité de l'identité et du statut pour les femmes et les hommes (Conseil des Montréalaises 2016). Le Conseil interculturel de Montréal est une instance consultative de la Ville de Montréal qui s'intéresse aux questions relatives aux relations interculturelles au niveau municipal et qui conseille la ville sur les politiques à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des personnes de toutes origines à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la ville.

Dans une recherche rendue publique en 2017, le Conseil des Montréalaises s'est intéressé à l'itinérance des femmes à Montréal. Le groupe s'est engagé à pratiquer des analyses intersectionnelles et différenciées selon les sexes qui tiennent compte des discriminations croisées vécues par les femmes de diverses origines et conditions. L'analyse porte attention à des catégories identitaires et plus particulièrement aux femmes autochtones et aux femmes issues de l'immigration. Une autre étude, *Montréal une ville festive pour toutes. La sécurité des femmes et des jeunes femmes cisgenre et trans lors des événements extérieurs à Montréal*, aborde la question de la sécurité des femmes dans l'espace public et s'articule principalement autour des catégories de genre, désignant expressément les femmes cis et les femmes trans. L'analyse porte également attention à l'appartenance à une minorité visible. Dans son *Mémoire sur la politique de développement social de la ville de Montréal* présenté en 2017, le Conseil interculturel de Montréal demande à la ville d'intégrer une analyse intersectionnelle et différenciée selon les sexes lors de l'adoption des orientations et des actions de la future politique plutôt qu'une simple ADS. Dans ce document on utilise les catégories personnes immigrantes, personnes racisées, et les problématiques liées à la classe sociale sont examinées indirectement par le biais d'indicateurs comme le revenu. Dans les trois documents analysés on fait usage de catégories selon le sujet abordé :

Recherche sur l'itinérance : femmes autochtones/femmes issues de l'immigration ;
Recherche sur la sécurité des femmes dans l'espace public : femmes cis/femmes trans/femmes des minorités visibles ;
Document sur la politique de développement : personnes immigrantes/personnes racisées/classe sociale (via revenu).

On peut à ce stade formuler certaines observations sur la façon de faire une analyse intersectionnelle sur le terrain. Chaque étude porte sur certaines catégories de l'analyse intersectionnelle et non sur toutes les catégories possibles en même temps. On note une prédominance des catégories liées à l'identité de race (dans les trois études), lesquelles sont appréhendées à partir des catégories suivantes : femmes autochtones, femmes issues de l'immigration, minorités visibles et personnes racisées. La classe est abordée indirectement à l'aide d'indicateurs comme le revenu. Les identités de genre (cis/trans) sont abordées dans une seule des trois études. Ce qui est bien en évidence dans le design de ces trois études c'est la grande flexibilité et la créativité qui se reflètent dans le choix des catégories identitaires.

En novembre 2018, la ville de Montréal, dirigée depuis 2017 par une équipe progressiste et par une mairesse, Valérie Plante, qui a travaillé plus de 10 ans dans le mouvement féministe au Québec, a annoncé qu'elle va intégrer l'analyse intersectionnelle dans son analyse d'impact des chantiers et aménagements de la ville :

L'aménagement de cette rue discrimine-t-il les femmes ou les personnes transsexuelles? Et ce projet de logement social tient-il compte des personnes ne s'identifiant ni comme un homme ni comme une femme? Pendant deux ans (2018-2020) la ville de Montréal mènera un projet-pilote pour vérifier si certaines de ses décisions risquent de discriminer une partie de la population. (Normandin 2018)

À la lumière de ce rapide survol de projets réalisés avec la volonté d'appliquer une grille intersectionnelle, on peut mesurer l'ampleur des difficultés qui se posent, tant pour le design des recherches que pour la collection de données. Face à ces défis, la créativité dont font preuve le Conseil des Montréalaises et le Conseil interculturel de Montréal sont une source d'inspiration. Par ailleurs, l'annonce faite par la ville de Montréal de réaliser des analyses intersectionnelles de ses politiques permettra de générer de nouvelles données sur la mise en application de telles analyses et de bien identifier les problèmes qu'elles posent et les solutions qui sont apportées.

Conclusion

Ce texte avait comme objectif d'identifier et d'analyser les résistances et les ouvertures présentes au sein des féminismes de la Francophonie à l'endroit de l'analyse intersectionnelle. Nous avons montré en quoi la culture politique peut être un élé-

ment d'explication de la réception différenciée de ce cadre dans les univers francophones et anglo-saxons. Nous avons utilisé des extraits d'entretiens réalisés pour un projet de recherche en cours afin de documenter la diversité des perspectives exprimées par des féministes de la Francophonie à l'endroit de l'intersectionnalité.

Quelques conclusions peuvent être tirées à partir de l'analyse déployée précédemment. Tout d'abord se pose la question de la difficulté de l'exercice, qui se présente à la fois au niveau de la conceptualisation et dans les objectifs définis pour l'analyse intersectionnelle. Le projet de produire un modèle dynamique intégrant plusieurs axes de domination qui soit en même temps sensible à l'impact de chaque forme de domination sur les autres, ce qui correspondrait à la définition orthodoxe que l'on peut donner d'une analyse féministe intersectionnelle, peut sembler impossible à réaliser et c'est une des raisons souvent évoquées contre l'intersectionnalité, à savoir qu'il s'agirait d'une théorie impossible à mettre en application. Dans leur pratique, les groupes québécois que nous avons étudiés et qui se sont engagés sur la voie d'une telle analyse ont opté pour un certain pragmatisme dans la conceptualisation de leurs projets de recherche sur le terrain. Ils ont composé avec les moyens à leur disposition, contribuant à une resignification de l'analyse féministe intersectionnelle qui, dégagée d'une orthodoxie fondée dans la théorie d'origine, prend enfin forme.

Bibliographie

- Ahmed, Sarah, 2012, *On Being Included Racism and Diversity in Institutional Life*, Durham : Duke University Press.
- Baillargeon, Normand, 2019, «Un nouveau conformisme. Les accusations de faute morale sur fond de vertu prennent la place des arguments», *Le Devoir*, 29 janvier 2019.
- Bourque, Dominique/Chantal Maillé, 2015, «Actualité de l'intersectionnalité dans la recherche féministe québécoise et dans la Francophonie canadienne», *Recherches féministes*, 28, no 2, 1-8.
- Collectif, 2009, «Introduction : à la (re)découverte du concept de classe», *Nouveaux cahiers du socialisme*, no 1, 49-55.
- Condition féminine Canada, *Analyse comparative entre les sexes plus*, en ligne à : <http://www.swc-cfc.gc.ca/gba-acis/index-fr.html>, consulté le 29 mai 2019.
- Conseil des Montréalaises, 2016, *Garder le cap sur l'ascension professionnelle des femmes aux postes de cadre à la ville de Montréal*, Avis.
- , 2017a, *L'itinérance des femmes à Montréal : voir l'invisible*, Avis.
- , 2017b, *Montréal, une ville festive pour toutes, Avis sur la sécurité des femmes et des jeunes femmes cisgenres et trans lors des événements extérieurs à Montréal*, Avis.
- Conseil interculturel de Montréal, 2017, *Mémoire sur la politique de développement social de la ville de Montréal*, Avis.
- Conradi, Alexa, 2019, «Oser le féminisme décolonial», *Relations*, no 802, juin, 17-18.
- Dhamoon, Rita K., 2011, «Considerations on Mainstreaming Intersectionality», *Political Research Quarterly*, 64, no 1, 230-243.
- Fordsick, Charles, 2005, «Between 'French and Francophone': French Studies and the Postcolonial Turn», *French Studies*, 59, no. 4, 523-530.

- Hankivsky, Olena, 2012, «The Lexicon of Mainstreaming Equality : Gender Based Analysis (GBA), Gender and Diversity Analysis (GDA) and Intersectionality Based Analysis (IBA)», *Canadian Political Science Review*, 6, no 2-3, 171-183.
- /Renée Cormier, 2019, «Intersectionality and Public Policy : Some Lessons from Existing Models», dans: Olena Hankivsky/Julia S. Jordan-Zachery (dirs.), *The Palgrave Handbook of Intersectionality in Public Policy*, Cham : Palgrave Macmillan, 69-93.
- Immigration, Diversité et Inclusion Québec, Favoriser l'intégration*, en ligne à : <http://www.quebecinterculturel.gouv.qc.ca/fr/valeurs-fondements/index.html>, consulté le 29 mai 2019.
- Labelle, Micheline, 2015, *Racisme et antiracisme au Québec: discours et déclinaisons*, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lépinard, Éléonore, 2014, «Doing Intersectionality. Repertoires of Feminist Practices in France and Canada», *Gender & Society*, 38, no 6, 877-903.
- Lopez, Marlihan, 2016, «Enjeux et défis de l'appropriation de l'intersectionnalité au sein du mouvement des femmes du Québec», *Droits et libertés*, 35, no 2, 38-40.
- Maillé, Chantal, 2019, *Nouvelles compréhensions des questions de différences dans les féminismes de la Francophonie*, recherche financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
- , 2018, «Intersectionalizing Gender Policies : Experiences in Quebec and Canada», *French Politics*, 16, no 3, 312-327.
- , 2012, «Transnational Feminisms in Francophonie Space», *Women : A Cultural Review*, 23, no 1, 62-78.
- Manuel, Tiffany, 2019, «How Does One Live the Good Life ? Assessing the State of Intersectionality in Public Policy», dans: Olena Hankivsky/Julia S. Jordan-Zachery (dirs.), *The Palgrave Handbook of Intersectionality in Public Policy*, Cham : Palgrave Macmillan, 31-58.
- Masson, Dominique, 2015, «Enjeux et défis d'une politique féministe intersectionnelle – L'expérience d'Action des femmes handicapées (Montréal)», *L'Homme et la société*, no 198, 171-194.
- Normandin, Pierre-André, 2018, «Montréal veut en finir avec les projets discriminatoires», *La Presse +*, 15 novembre, en ligne à : <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201811/15/01-5204340-montreal-veut-en-finir-avec-les-projets-discriminatoires.php>, consulté le 29 mai 2019.
- Pagé, Geneviève, 2015, «Est-ce qu'on peut être racisées, nous aussi? Les féministes blanches et le désir deracisation», dans: Naïma Hamrouni/Chantal Maillé (dirs.), *Le sujet du féminisme est-il blanc ? Femmes racisées et recherche féministe*, Montréal : Éditions du Remue-ménage, 133-154.
- /Rosa Pirès, 2015, *L'intersectionnalité en débat: pour un renouvellement des pratiques féministes au Québec*, Étude réalisée dans le cadre du Service aux collectivités de l'UQAM en partenariat avec la Fédération des femmes du Québec.
- Rocher, François/Daniel Salée, 1993, «Démocratie et réforme constitutionnelle : discours et pratique», *Revue internationale d'études canadiennes*, no 7-8, 167-185.
- St-Amour, Johanne, 2019, «Est-il permis de critiquer le militantisme transgenre?» *Le Devoir*, 29 janvier.
- Sirois, Michèle, 2019, «Censurer au nom d'une idéologie intersectionnelle dévoyée», *Argument*, 21, no 1, 56-66.
- Tomlinson, Barbara, 2013, «Colonizing intersectionality: replicating racial hierarchy in feminist academic arguments», *Social Identities, Journal for the Study of Race, Nation and Culture*, 19, no 2, 254-272.
- Tourki, Dalia, et al., 2018, «Au-delà des apparences : analyse intersectionnelle de vécus de jeunes trans migrants et racisés au Québec», *Revue Jeunes et société*, 3, no 1, 133-153.
- Yanacopoulo, Andrée, 2014, «Recadrer le féminisme, Possibles», 38, no 1, 27-35.